

Au sujet de la table ronde sur les 50 ans d'*Économie et Politique*

(deuxième partie*)

Pierre F. GONOD

La dialogique anthropo-politique-prospective

La dialogique au sein de la triade comprend trois éléments complémentaires et contradictoires. La représentation du présent et du mouvement dont il est porteur ; la vision prospective à long terme ; les temps politiques.

Le décryptage de la complexité du présent est celui de la mutation anthropologique actuelle, et du tout autre monde qui émerge. Concrètement cela veut dire la modélisation du système monde, le système politique international, les problèmes et dilemmes de la globalisation, la dialectique de la mondialisation. Là aussi il y a des pistes. Les descriptions d'état et des processus (Herbert A. Simon), leur modélisation systémique, sont la base d'une modélisation d'anticipation et de configurations des futurs. Le bouclage s'opère avec la prospective, ou du moins d'une méthode prospective régénérée (1). De là une pratique politique nouvelle : être à l'écoute des citoyens, identifier leurs représentations des futurs, et articuler par itérations successives celles-ci avec les hypothèses des chercheurs, dégager du dialogue les valeurs et l'éthique, les aspirations, les attentes et les besoins, les visions de l'avenir. C'est de la confrontation entre les résultats de la modélisation systémique de la situation d'état et de l'anticipation, et les visions citoyennes successives que résulterait le projet sociétal. Je suis convaincu que des forums actuels (PCF, ATTAC, par exemple) -qui sont un progrès par rapport au style de relations "Top Down" qui a caractérisé toute une longue période-on ne pourra pas tirer un Projet. Le style "bottom-up" est nécessaire mais insuffisant. Il faut les deux. La participation démocratique, citoyenne, en est au stade expérimental (2). Il y a une contradiction à surmonter. Il n'y a plus de grand projet faiseur d'engagement existentiel. L'histoire a condamné les projets prédéterminés. L'ambition "de faire l'histoire" est du passé. Cependant elle n'est pas faite seulement de mécanismes aveugles (3). L'objectif - plus modeste- c'est de réenchanter le futur par un grand projet autoconstruit. Or présentement, on sait que la vision à long terme n'est recevable par la population que si elle se traduit par des satisfactions immédiates, si quelque chose change. Spontanément ce n'est pas le long terme qui est privilégié dans une société démocratique, à l'inverse du totalitarisme. La rétroaction long terme-court terme, la saisie du bon maillon immédiat qui permet de tirer la chaîne vers l'avenir sont des défis politiques majeurs. Concrètement se pose la dialectique des actions immédiates, du programme (par exemple de législation) et du projet à long terme (4). Ce dernier peut être au croisement d'une vision de l'avenir et d'un construit "chemin faisant". L'avenir construit est aussi l'émergence progressive des finalités, des buts opératoires qui en découlent, des objectifs à réaliser au fil du temps. En effet la politique c'est aussi "la science des temps" (5). Et il y a télescopage entre les temps politiques courts, d'autant plus courts qu'ils ont sous l'emprise de l'immédiat, les temps des grands systèmes sociaux, le travail, l'éducation, la culture, la science, la technologie, de l'environnement, qui ont des pas de temps, des délais et des vitesses inégales, et les systèmes naturels. L'importance de la gestion du temps politique m'est apparue au Chili où j'ai été un observateur privilégié de l'expérience de

l'Unité Populaire. Le gouvernement d'Allende, respectueux de ses engagements électoraux, lança les 40 mesures de son programme électoral simultanément. Il s'ensuivit une situation chaotique qu'il ne faut pas attribuer exclusivement à l'opposition et à la CIA. En quelques mois l'Unité Populaire avait perdu la maîtrise de la situation. En France, comme au Chili, le gouvernement engagea les 101 mesures du programme du président de la République sans que les relations entre celles-ci aient été établies et sans que les effets inadverts en aient été anticipés. Certaines mesures se télescopèrent. En fait les militants socialistes qui occupaient les postes clés en 1981 n'avaient une visée claire que pour les premiers six mois, ensuite, chacun sur sa brèche était réduit à une improvisation sans soubassement théorique, et à faible contenu idéologique. On sait quelles dérives s'ensuivirent. La détérioration de la balance commerciale et de la dette publique conduisit à la "politique de rigueur" et à la rupture de l'unité de la gauche. *Analyse systémique, anticipation, temps des processus (7), visions prospectives, ce ne sont pas des gadgets, mais des outils d'une nouvelle praxéologie politique.*

Les ratios de gestion

Paul Boccard évoque sa tentative de doter les gestionnaires du gouvernement de la gauche de critères de gestion et les obstacles qu'il a rencontrés. Je n'étais plus en France depuis 1969, mais si j'avais été là, j'aurais soutenu son combat. Il s'agit d'une question primordiale pour une culture de gouvernement (8). Je ne m'étonne pas que les dirigeants de l'époque n'y aient vu qu'une affaire de techniciens. Quant aux gestionnaires socio-démocrates aux postes de commande, leur formation économique et leurs pratiques antérieures les rendaient autistes à une innovation dérangeante. Gérées comme n'importe quelle entreprise, et plutôt mal gérées, les nationalisations ne pouvaient être le régulateur d'une économie illusoirement mixte.

Pour finir : allez à l'entreprise

Denis Recoquillon retrace les rapports d'Economie et Politique avec les entreprises, et Paul Boccard déclare "qu'à certains moments nous avons pensé Philippe Herzog et moi que l'on voulait nous empêcher d'aller aux entreprises". Nous avons vécu une situation semblable. Nous avons fait des conférences sur la productivité chez Renault, à Paris, au Mans, à Lille et dans le bassin minier, rapprochant économistes et militants ouvriers. Le tout fut couronné par un colloque à Paris les 21-22 mai 1955 sous la présidence de Jeannette Vermeersch. La productivité devenait un champ de bataille essentiel dans la lutte de classe. Il concernait dès lors le parti tout entier et non plus les seuls économistes et syndicalistes. Cet élargissement politique eut incontestablement des effets multiplicateurs, mais il eut aussi des effets pervers et inadverts. En marginalisant les économistes il fit obstacle à la continuation des analyses rigoureuses indispensables pour comprendre les phénomènes nouveaux. En fait, dès que cela devenait important, cela devenait le ressort exclusif des politiques (9). Le chercheur aujourd'hui est un travailleur social qui doit selon l'expression de Michel Callon associer la

"recherche confinée", académique, et la "recherche en plein air" militante. Il faut aller aux entreprises ! Touche finale suggérée par Alain Morin «*La revue doit porter cette façon de faire de la politique aujourd'hui en s'appuyant sur l'expérimentation*». Sur un plan plus général ce que j'ai observé de réussi provenait de l'expérimentation *in vivo* (10).

ADDENTUM Le projet : épistémologie et praxéologie

Vous n'évoquez pas dans votre table ronde la question du projet de société, permettez-moi cet additif. En France, le mouvement socialiste est à la recherche d'un projet dans la perspective de l'échéance présidentielle de 2007. Et il se trouve à un tournant historique. Il s'est créé et développé en réaction au capitalisme sauvage de la dernière partie du XIXe et du début du XXe siècle, face à la civilisation machiniste naissante. Aujourd'hui la civilisation informatique, la nouvelle étape du capitalisme mondial, nécessitent non seulement une adaptation mais une régénération. Elle concerne aussi bien les sociaux-démocrates que les marxistes.

Le parti socialiste

Une commission nationale du programme a été créée (11). Onze groupes de travail ont été constitués par "enjeu". Enjeux de la société éducative, de la solidarité, du travail, de la croissance, du développement durable, enjeu républicain, des services publics, des libertés, du territoire, international, de l'outre-mer. Ces enjeux, par ailleurs pertinents, ne sont pas indépendants. Par exemple les enjeux de l'international, de la croissance, du travail, du territoire, de la solidarité sont en interactions. La manière de faire a été "classique" et conforme à la logique cartésienne. Le problème a été divisé en autant de parties. La faute épistémologique courante est de *diviser en disjoignant* et sans que les relations du tout et des parties aient été considérées, alors qu'il faut analyser sans disjoindre, ce qui est une autre manière de penser.

Les marxistes

Le débousolement idéologique consécutif à l'écroulement des "pays du socialisme réel" a conduit certains d'entre eux à entreprendre une reconstruction du marxisme. Espace(s) Marx (au pluriel ce qui annonce un renoncement à une pensée dogmatique) est une association dont c'est le but. Elle a, elle aussi, des "chantiers", elle a organisé des rencontres internationales importantes par le nombre de ses participants, latino-américains, notamment (12). Mais *cette effervescence ne débouche pas sur une reconstruction théorique* (13). Là aussi l'atomisation thématique est un obstacle majeur. Question de mode de penser.

L'altermondisme

Le mouvement altermondisme est né de la contestation de la première mondialisation qui comporte des aspects négatifs, il est en quelque sorte la négation de la négation. Il tend à s'ériger en "nouvelle internationale". La première conclusion de ses rassemblements protestataires était qu'un *autre monde est possible*. L'objectif est maintenant d'avoir une capacité de transformation en une *alternative*. Comme l'altermondisme est composé de mouvements multiples, de références idéologiques diverses, noyé dans un flot de propositions, l'élaboration d'un projet global alternatif s'est avéré jusqu'alors impossible. Dependait le mouvement se veut une boîte à idées où les partis politiques peuvent puiser. Et, de fait, Chirac a retenu et proposé sur la scène internationale certaines propositions émanant de l'altermondisme. Mais la transformation en un

projet global relève d'une autre praxéologie.

Sociaux-démocrates, marxistes, altermondistes, *le mouvement social est aujourd'hui en quête de théorie*, avec l'exigence du décryptage de la complexité du présent, et, sans doute, elle est une des conditions permissives à l'éclosion, avec la participation des citoyens, de projets porteurs du XXIe siècle. ■

(*) La première partie a été publiée dans le numéro janvier-février 2005

(1) Pour une analyse critique de la méthodologie prospective, voir P.F.GONOD "Dynamique des systèmes et méthodologies prospectives" Travaux et Recherches de Prospective" N°2, mars 1996, Futuribles International, Lips, Datar, et annexe "Quelle prospective" dans Pierre Gonod "Matières à (re)penser le développement durable et d'autres développements", préface de Michel Sebillotte, INRA, juillet 2003.

(2) Voir Michel Callon et alias "Agir dans un monde incertain, essai de démocratie technique" Seuil 2001, et Jean-René Brunetière "Comment donner la parole au client-citoyen" dans Sociétal, N°147, 1er trimestre 2005.

(3) Voir un essai passé sous silence d'Henri Provisor (alias Jean Dru, membre du PCF de 1941 à 1968), "L'ambition de faire l'histoire" et "le rôle des mécanismes aveugles dans l'histoire qui se fait" IREP, 1998.

(4) J'ai fait un essai dans ce sens sur la base du programme commun de la gauche de 1972. Cet essai, écrit depuis Washington où je résidais, consistait à l'extraction et la hiérarchisation du système-objectif du PCG (finalités, buts, objectifs) et des variables d'action. Une méthode était suggérée pour hiérarchiser et découper temporellement le système-objectif. Bien loin d'être un acte technocratique, il s'agissait d'un acte hautement politique : déterminer pour une période déterminée la hiérarchie des objectifs. Ceci conduisait, à partir du PCG à des programmes gouvernementaux opérationnels, programmes d'action à court terme, moyen et long termes. Cet essai fut transmis à Philippe Herzog et à mon ami Denis Cépède, alors Secrétaire du PS. L'éclatement de l'Union de la gauche rendit sans objet cette tentative.

(5) Constat de... Jean-Pierre Raffarin dans son livre "Pour une nouvelle gouvernance, l'humanisme en actions" L'archipel, 2002.

(6) Conversation à Vienne avec Jean Pronteau, alors chargé des études au sein du PS, à l'occasion d'une visite au chancelier Kreisky.

(7) Il y a des temps élémentaires en politique. Ainsi Michel Rocard constate «*qu'ormis une modification du taux de la TVA ou une décision de dévaluation, je ne connais pas de décision gouvernementale dont on puisse mesurer les effets avant un an*» (Sociétal N 47).

(8) Je suis sensible à cette question. En effet à partir de 1960 jusqu'à 1969, j'ai dirigé le Groupe d'Etudes et de Mesure de la Productivité (GEMP) au Commissariat au Plan et à l'AFAP. Nous avions élaboré une méthode valable aux plans macro, meso et microéconomiques. Elle était fondée sur la valeur ajoutée nette par travailleur en prix constants comme indice de référence, accompagnée de ratios permettant d'expliquer les évolutions et les niveaux. À ce sujet un conflit majeur nous opposa, Denis Cépède et moi, à Pierre Massé, alors Commissaire Général au Plan. Nous avons publié une brochure où nous présentions un dossier de l'état de la question des concepts et mesure de la productivité, notamment aux USA et en URSS. Nous procédions aussi à une analyse critique de la productivité globale des facteurs (PGF) qui séduisait nombre d'économistes. Ces thèses provoquèrent une polémique et un désaveu de la part de Pierre MASSE. Il faut dire que dans la loi de finances présentée par le Premier Ministre George Pompidou figurait une clause selon laquelle une nouvelle politique salariale allait être basée sur les résultats de la PGF, à l'exemple de tentatives d'Electricité de France. Des personnalités partageaient notre scepticisme, et ne croyaient pas à une recette magique dans les conditions des relations professionnelles en France, en particulier Jacques DELORS, chargé à l'époque du secteur social au Plan. Ce projet était naïf et politiquement irréaliste. Si j'évoque cette anecdote c'est pour souligner que la question des critères de gestion a toujours été un débat de fond à résonance politique. J'ajoute qu'il fut, bien avant le début des critères de gestion, possible d'en trouver parmi nous la question sur le plan politique. Au milieu de la panique causée par la surprise de mai 1968, et de la campagne électorale consécutive à la dissolution de l'Assemblée, en réponse au projet de participation de De Gaulle, j'écrivis une brochure qui avançait des propositions qu'on peut, aujourd'hui rattacher aux nouveaux critères de gestion. L'intelligence politique d'Henry Jourdain en permit la publication, bien qu'elle n'était pas dans l'esprit du temps, de tous les côtés.

(9) Ce constat est valable aussi pour les politiciens de tout poil. Je me rappelle que quand des actions de sensibilisation auprès des petits commerçants initiées par le Comité d'expansion de l'Aquitaine connurent le succès, Jacques Chaban-Delmas fit comprendre à ses amis qu'ils devaient céder la place.

(10) Il en a été ainsi des expériences de productivité en matière agricole et d'enseignement. Une grande expérience méconnue fut le passage aux 42 heures dans la Yougoslavie de Tito vers 1962. Le Centre de Productivité Yougoslave sélectionna un échantillon de 10 % des entreprises dans lesquelles il diffusa une batterie d'indicateurs d'efficacité avec l'application des 42 heures. Au bout d'un an l'évaluation fut faite. Les entreprises témoins passèrent aux 42 heures, celles qui remplassaient les conditions détectées pour le faire efficacement réduirent la durée du travail, les autres qui ne les remplassaient pas attendirent et s'évertuèrent à prendre les mesures d'organisation pour remplir les critères.

(11) Lettre info-socialiste 10 septembre 2004. Incidemment un projet est censé réduire la division du PS sur le référendum ...

(12) Rencontre internationale "Le Manifeste communiste, 150 ans après" Paris 13-16 mai 1998.

(13) À noter la tentative isolée de reconstruction théorique dans le domaine philosophique de Lucien SÈVE "Penser avec Marx aujourd'hui" tome Marx et nous La Dispute 2004.